



 [Imprimer cet article](#)  [Envoyer par email](#)  [ShareThis](#)

Le Darfour au bord du désastre, rapporte l'Envoyé de l'ONU



4 novembre 2004 – Face à une situation qui mène le Darfour tout droit à la catastrophe si elle n'est pas rapidement inversée, le Représentant spécial de l'ONU pour le Soudan a demandé au Conseil de sécurité de peser en faveur d'une accélération du déploiement des troupes de l'Union africaine, la conclusion des négociations et l'envoi d'un message aux mouvements rebelles qu'ils étaient tout autant responsables que le Gouvernement du Soudan de ce qui arrivait aux populations se trouvant sous leur contrôle.

L'instabilité et les tensions se sont accrues en octobre, atteignant à la fin du mois et au début novembre, des niveaux sans précédent depuis le début août, a indiqué aujourd'hui le Représentant spécial du Secrétaire général, Jan Pronk, qui faisait le point sur la situation au Darfour devant le Conseil de sécurité.

M. Pronk, qui présentait le rapport du Secrétaire général sur la question, a souligné que celui-ci dépeignait une situation hybride marquée par « des progrès sur le front politique et un recul sur le terrain » mais aussi par un écart de plus en plus marqué entre les deux tendances de telle sorte que les accords politiques conclus à la table de négociations peuvent survenir trop tard pour stopper la violence et les souffrances des populations aux abords des villes, villages et campements. »

« Le Gouvernement comme les mouvements rebelles ont violé le cessez-le-feu », a-t-il déclaré, « et il semble que le M/ALS (Mouvement et Armée de libération du Soudan) soit responsable pour de la plupart de ces violations en octobre. »

Jan Pronk a expliqué que le M/ALS cherchait à revendiquer une zone élargie au Darfour et à renforcer ses capacités logistiques et militaires tandis que le Gouvernement tentait la même chose en ayant recours à des forces composites, rassemblant soldats, miliciens et policiers.

Il a également indiqué que l'ONU attendait que l'Union africaine vérifie les allégations faisant état d'usage d'armes aéroportées utilisées au cours de ces attaques.

« Vers la fin du mois [d'octobre], le risque d'attaques de grande ampleur a considérablement augmenté. Les cas de banditisme et d'enlèvement se multiplient, entravant l'aide humanitaire. Deux nouveaux groupes rebelles se sont manifestés et une nouvelle menace, celle des mines terrestres, a été apparue, mettant en danger les opérations humanitaires et les civils », a déclaré le Représentant spécial.

Si les autorités du Soudan n'est ne sont pas revenues sur les accords consentant un libre accès aux intervenants humanitaires, « il elles font machine arrière sur leur engagement à ne pas forcer les personnes déplacées à rentrer dans leurs foyers ou à être re-déplacées », a-t-il ajouté.

Au cours des deux derniers jours, la situation est devenue encore plus tendue après qu'un groupe armé, « dit appartenir au M/ALS a pillé un grand nombre de chameaux appartenant à des tribus arabes et ait kidnappé les 18 passagers d'un bus », a indiqué M. Pronk qui a ajouté que ces événements avaient déclenché un ultimatum de la part des milices qui menacent d'attaquer non seulement le M/ALS mais les populations civiles et les personnes déplacées.

« Le Darfour peut très facilement basculer dans l'anarchie », a affirmé Jan Pronk qui a également affirmé que « si cette tendance négative n'était pas inversée, elle menait tout droit au désastre » Alors, a-t-il ajouté, « la population tout entière du Darfour deviendra dépendante de l'assistance humanitaire ».

Rappelant que tout cela avait commencé il y a deux ans quand des tribus arabes ont chassé d'autres tribus pour se procurer un « espace vital supplémentaire » pour eux-mêmes et leur bétail, il a fait observer que se produisait aujourd'hui le phénomène inverse, les mêmes faisant l'objet de vols de bétail, d'obstruction de l'accès des chameaux aux zones sèches, ce qui les rend malades et met en danger les moyens d'existence de leurs propriétaires.

Pour inverser à nouveau ces tendances désastreuses, le Représentant spécial a recommandé l'adoption d'une double approche : le déploiement des forces supplémentaires de l'Union africaine qui, compte tenu de la situation, doit être accéléré et l'accélération également destout comme les deux séries de négociations en cours, celle d'Abuja sur le Darfour et celles de Nairobi au Kenya sur le processus de paix global au Soudan.

Recherche avancée

EN SAVOIR PLUS

Népal : L'ONU appelle de nouveau au calme

Le PNUE s'inquiète de la menace d'extinction de certains oiseaux migrateurs

Haiti : La MINUSTAH a aidé à réinstaller 7.300 déplacés dans des zones plus sûres

Ban discute du changement climatique avec le Président bolivien Morales

POINTS DE PRESSE

Conférence de presse sur le concert de l'Orchestre symphonique de la jeunesse de la Communauté d'États indépendants, ce soir dans la salle de l'Assemblée générale

Conférence de presse sur les activités de la dix-huitième session de la Commission du développement durable (CDD-18)

Conférence de presse du Représentant permanent du Liban et Président du Conseil de sécurité pour le mois de mai, M. Nawaf Salam

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

La Cinquième Commission propose d'autoriser des dépenses supplémentaires de 120 millions de dollars pour le fonctionnement de la MINUSTAH en 2009-2010

Conférence d'examen du TNP: les ONG et la société civile plaident pour l'abandon des doctrines de dissuasion nucléaire

Le Président bolivien souligne l'importance de la Conférence mondiale de Cochabamba sur les changements climatiques

Il a exhorté le Conseil de sécurité, qui doit se réunir à Nairobi à la mi-novembre, à mettre tout son poids dans la balance en faveur de la réalisation de ces deux objectifs.

Il en a également énoncé un troisième objectif : la fin de l'impunité pour ceux qui « nient les faits se produisant sur le terrain, ne tiennent aucun compte des souffrances des pauvres et des démunis vivant dans les secteurs sous leur contrôle et recourent à des tactiques dilatoires pendant les négociations et dans l'application des procédures.

« Le message adressé au M/ALS et au MEJ [Mouvement pour l'égalité et la justice] et tous les autres groupes armés est que leur statut de rebelles ne les exempte de pas leur obligation morale à l'égard de leur peuple » mais « qu'au contraire, en tant que dirigeants politiques, états ils sont tout autant responsables que le Gouvernement du Soudan, des populations civiles. »

[▶ Retransmission de la séance du Conseil de sécurité \(video\)](#) [30mins]

[▶ Conférence de presse de Jan Pronk \(video\)](#) [30mins]

[Accueil du Centre d'actualités](#) | [Derniers titres de l'actualité](#) | [Recherche](#) | [Alertes email](#) | [RSS](#) 

[Actualités en bref](#) | [Dossiers d'actualité](#) | [Ressources](#) | [Communiqués](#) | [Système des Nations Unies](#) | [Contact](#) | [Haut de la page](#)